

Communiqué de presse

Lundi 23 novembre 2009

Croissance modeste et risques persistants

Appréciation des perspectives conjoncturelles pour 2010 et des priorités de la politique économique par economiesuisse

Pour 2010, economiesuisse s'attend à un taux de croissance modeste de 0,7 %. Les entreprises exportatrices, qui ont subi, en 2009, une baisse de leur chiffre d'affaires dramatique pour certaines, devraient enregistrer un taux de croissance modéré de 3,8 % l'année prochaine. Du côté de l'économie intérieure et de la consommation privée, par contre, l'organisation prévoit des taux de croissance négatifs. Par ailleurs, l'organisation faitière de l'économie table sur un taux de chômage de 4,9 % en moyenne pour 2010. En matière de politique économique, economiesuisse réclame une politique de croissance rigoureuse à la place de l'activisme conjoncturel. D'après Gerold Bühler, « nous devons nous concentrer sur les facteurs de croissance à long terme, dans une perspective d'économie de marché ».

Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse, a déclaré que « l'année 2009 était véritablement un 'annus horribilis' pour les entreprises exportatrices helvétiques ». Les industries des machines, textile, des métaux et des matières plastiques sont touchées particulièrement durement. En revanche, les industries agroalimentaire et pharmaceutique ainsi que les entreprises du secteur de la technologie médicale sont moins affectées par la crise économique. Le marché interne et la consommation privée ont relativement bien résisté en comparaison avec les entreprises exportatrices et le secteur de la finance. Dans l'ensemble, l'économie suisse affiche des résultats meilleurs que bon nombre de pays industrialisés : son PIB n'a reculé que de 2 % environ.

2010 : croissance économique modérée sur fond de hausse du chômage

Les entreprises exportatrices suisses doivent s'attendre à ce que le climat économique mondial reste difficile. Dans l'ensemble, les exportations pourraient augmenter de quelque 4,0 %. Selon M. Minsch, « cette faible croissance ne compensera de loin pas les baisses du chiffre d'affaires parfois dramatiques enregistrées au cours de l'année 2009 ». L'an prochain, c'est l'économie interne qui doit s'attendre à une baisse de la création de valeur. Cela vaut en particulier pour le secteur de la construction. La consommation privée, qui fléchira légèrement, ne soutiendra plus la conjoncture en 2010. Cela s'explique entre autres par l'augmentation du nombre de chômeurs et l'incertitude persistante sur le marché du travail. economiesuisse table sur une croissance réelle du PIB de 0,7 %.

Selon les estimations, le taux de chômage atteindra 4,9 % en moyenne. L'inflation reviendra l'an prochain avec un taux de 0,7 %, principalement en raison du prix du pétrole élevé en comparaison avec son niveau de 2009.

L'évolution de l'économie suisse dépend dans une large mesure de trois risques. Premièrement, le risque de change : une appréciation significative du franc suisse affecterait nettement les industries exportatrices. Deuxièmement, l'abondance des liquidités à l'échelle mondiale peut entraîner la formation de nouvelles bulles. Et, troisièmement, la stabilité du système financier international n'est pas encore garantie.

La politique de croissance, un instrument nécessaire

Gerold Bührer, président d'économiesuisse, a déclaré que la Suisse devait miser sur une politique de croissance rigoureuse : « Nous devons nous concentrer sur les facteurs de croissance à long terme, dans une perspective d'économie de marché ». Il s'agit de supprimer les obstacles freinant les investissements, de poursuivre l'ouverture des marchés et de garantir la solidité de la politique financière également à l'avenir. Les propositions du Conseil fédéral sont insuffisantes. Nous avons besoin d'un programme de consolidation incisif agissant sur les dépenses et d'un frein à l'endettement pour les assurances sociales. Sur le plan de la politique fiscale, les priorités sont une réforme de la fiscalité des entreprises III progressiste et le rejet de l'initiative du PS pour une harmonisation fiscale, qui entraverait la concurrence.

Dans le domaine de l'économie extérieure, il convient de consolider la voie bilatérale avec l'UE, un choix qui a fait ses preuves. Les négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Inde, la Chine, la Russie et d'autres économies dynamiques doivent aussi être une priorité. Deux autres préoccupations sont la garantie d'un approvisionnement en électricité concurrentiel et respectueux de l'environnement ainsi qu'une politique climatique acceptable pour l'économie et coordonnée à l'échelle internationale. La révision actuelle du droit de la société anonyme, en tant que contre-projet à l'initiative « contre les rémunérations abusives » nuisible pour la place économique suisse, doit renforcer les droits des actionnaires. Parallèlement, il convient de préserver la flexibilité des entreprises cotées en Bourse tout comme celle des petites et moyennes entreprises.

Pascal Gentinetta, directeur d'économiesuisse, s'en est pris à la loi sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LAHE) actuellement en préparation. economiesuisse souscrit entière à ses objectifs, mais considère que des corrections importantes s'imposent en ce qui concerne sa mise en œuvre. L'organisation déplore la surreprésentation des cantons dans les organes et le fait que le point de vue de l'économie ne soit pas pris en considération, alors même qu'une bonne partie des diplômés seront naturellement appelés à travailler pour des entreprises suisses. Le projet de la LAHE a des airs d'économie planifiée et non d'économie de marché. De plus, le législateur doit éviter de créer de mauvaises incitations, et favoriser le nombre d'étudiants, au niveau des hautes écoles. D'après M. Gentinetta, « la qualité des diplômés doit être l'objectif, c'est à cette condition que le système de formation helvétique restera concurrentiel à l'échelle internationale ». La formation est un thème clé pour l'organisation faîtière de l'économie qui s'intéressera en détail aux trois niveaux de formation.

Pour toutes questions :
Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
cristina.gaggini@economiesuisse.ch